



Presse

Parti Socialiste

10 rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél : 01 45 56 77 26  
Fax : 01 45 56 78 74

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

[presse@parti-socialiste.fr](mailto:presse@parti-socialiste.fr)

Paris, le 20 septembre 2005

## Communiqué du Bureau national

Le Parti socialiste rappelle son soutien à la manifestation sur l'avenir des transports publics en Ile de France, organisée samedi 24 septembre à Paris, et appelle à y participer massivement.

La façon dont le gouvernement a décidé de transférer la gestion des transports publics franciliens au Conseil Régional, à la Ville de Paris et aux départements d'Ile de France est inacceptable. En refusant une compensation financière digne de ce nom, le gouvernement fuit une nouvelle fois ses responsabilités.

Le Parti socialiste condamne fermement le désengagement de l'État qui a pour conséquence une dégradation de la qualité et de la fiabilité du service. Le réseau francilien, encore considéré comme l'un des plus efficaces au monde est, de ce fait, arrivé aujourd'hui à son point de rupture.

Le Parti socialiste dénonce le double discours du Premier Ministre et de son Ministre de l'Economie et des Finances, qui prétendent préparer l'après pétrole, tout en laissant les transports publics à l'abandon (décentralisations non financées, arrêt du financement des transports en commun en site propre, suppressions de trains inter-régionaux...). Le gouvernement cherche une nouvelle fois à faire des économies au détriment du service public et des usagers.

Pourtant, les problèmes de pollution, la saturation des infrastructures, comme la nouvelle donne pétrolière imposent au contraire un effort considérable qui ne peut être supporté par les seuls franciliens.

Le Parti socialiste exige donc du gouvernement une compensation financière immédiate et un plan d'urgence pour les transports en Ile de France qui permette de :

- Stopper la dégradation de la qualité et améliorer immédiatement l'offre de transports publics, sans mise en cause des garanties sociales pour les salariés des entreprises ;
- Moderniser et développer le service public par de nouvelles lignes de transports et de nouveaux matériels ;
- Mettre en œuvre une véritable tarification sociale pour les chômeurs et les plus démunis.